Organisation des Nations Unies

CONFERENCE DE PRESSE DES NATIONS UNIES
DU MERCREI 22 JUIN 2016

Charles Antoine Bambara : *mesdames, mesdemoiselles et messieurs, membres de la presse, auditeurs de Radio Okapi, bonjour et bienvenue à ce rendez-vous hebdomadaire des Nations Unies***.**

- **Activités des composantes de la MONUSCO**
- **Activités de l'Equipe-pays**
- **Situation militaire**

Activités des composantes de la MONUSCO

Police MONUSCO :

Le 21 juin 2016 s'est clôturé à Oicha le recyclage en Maintien et rétablissement de l'ordre public (MROP) et des Gestes et techniques professionnels d'intervention (GTPI) au profit de 128 cadres et agents, dont 6 femmes de la Police nationale congolaise (PNC).

Cette formation a débuté le 8 juin 2016, sur initiative des policiers des Nations Unies (UNPOL) de la Stratégie opérationnelle de lutte contre l'insécurité à Beni (SOLIB), dans le cadre du renforcement des capacités de la PNC. Outre les cours en MROP et en GTPI assurés par les UNPOL, les membres de la section des Droits de l'Homme ont entretenu les stagiaires sur les notions liées aux droits de l'Homme. Une démonstration des techniques apprises durant cette session a mis fin à la cérémonie de clôture.

Le 17 juin 2016, une équipe composée des policiers des Nations Unies de Kinshasa a dispensé un cours sur le droit de la personne arrêtée à la Direction générale des écoles et de formation (DGEF) de la PNC.

50 Officiers de police judiciaire (OPJ), dont deux filles ont pris part à cette formation axée sur les devoirs des OPJ face à une personne arrêtée et l'importance pour les agents des forces de police de connaître et de respecter les droits d'une personne arrêtée.

Par ailleurs, une autre cérémonie de clôture des sessions de recyclage en police des frontières, débutée le 28 mars 2016, a eu lieu le 18 juin 2016, dans l'enceinte de l'école de police de Bunia.

Selon le chef de bureau par intérim de la MONUSCO, ce recyclage, qui a été organisé grâce à la collaboration

Contacts :
MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique :bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76
Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873
Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org: tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706
Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org- tél +243 997 06 88 04

franche et fructueuse entre la PNC, la MONUSCO et l'Organisation internationale des migrations (OIM) permettra d'une part, le renforcement des capacités des agents et cadres de la PNC et de la Direction générale de migration (DGM) et d'autre part, de lutter contre les trafics au niveau des frontières qui sont nombreuses, vu l'immensité du Pays.

Activités de l'Equipe-pays

Visite en République démocratique du Congo de M. John Ging, Directeur des opérations d'OCHA :

Le Directeur des opérations du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) est arrivé lundi 20 juin 2016 à Kinshasa, pour une visite de trois jours en République démocratique du Congo. Cette mission vise à aborder particulièrement les questions de protection de la population civile et les défis d'accès humanitaire auxquels les acteurs font face.

Ce mercredi 22 juin, John Ging visite le site de personnes déplacées internes de Kanaba, dans le territoire de Rutshuru, dans la province du Nord-Kivu. Ce site qui héberge déjà plus de 10.800 personnes déplacées internes, continue à enregistrer l'arrivée de nouveaux déplacés, fuyant les activités des groupes armés dans la zone.

Outre les visites sur le terrain, M. John Ging a des entretiens avec les officiels congolais pour faire un survol de la situation humanitaire dans le pays. Plusieurs séances de travail sont également prévues à Goma et à Kinshasa avec les acteurs humanitaires pour faire le point des contraintes de l'action humanitaire en RDC. Le Directeur d'OCHA s'entretiendra également avec les bailleurs de fonds pour dégager les implications du Sommet humanitaire mondial tenu récemment à Istanbul, en Turquie.

La visite de M. John Ging en République démocratique du Congo s'achève ce jeudi.

Fièvre jaune L'OMS soutient la RDC pour la fourniture de vaccins antiamarils :

Le Dr Félix Kabange Numbi, ministre de la Santé publique a fait lundi 20 juin 2016 une déclaration officielle confirmant l'existence de l'épidémie de la fièvre jaune dans trois provinces de la République démocratique du Congo (Kinshasa, Kongo Central et Kwango).

Il a précisé qu'afin de faire face à cette urgence sanitaire, la RDC avait sollicité l'appui de l'OMS et de tous les autres partenaires pour l'obtention rapide de vaccins antiamarils afin de poursuivre la riposte vaccinale dans les provinces actuellement en épidémie et de limiter son extension vers des provinces encore indemnes.

A la date du 20 juin 2016, la RDC notifie plus de 1.106 cas suspects cumulés de fièvre jaune depuis le début de l'année, incluant 75 décès. Cinq nouveaux cas ont été confirmés entre le 16 et le 20 juin à Kinshasa et dans le Kongo central.

Contacts :
MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique :bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76
Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873
Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org: tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706
Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org- tél +243 997 06 88 04

Près de deux millions de personnes ont été vaccinées dans 11 zones de santé des provinces de Kinshasa et du Kongo central entre le 26 mai et le 4 juin 2016, avec l'appui de l'OMS et d'autres partenaires. Plus d'un million de doses sont attendues afin de poursuivre la riposte vaccinale dans les provinces de Kinshasa et du Kwango.

Il est recommandé à la population d'observer les mesures suivantes: couvrir tous les récipients d'eau de façon à ce que les moustiques ne puissent s'y reproduire; rechercher autour des habitations des endroits où les moustiques peuvent se reproduire et les éliminer (boîtes de conserve, pneus et camions hors d'usage, calebasses, bidons à moitié coupée et remplis d'eaux usées, etc.); placer les personnes qui ont la fièvre jaune sous la moustiquaire imprégnée d'insecticide et les rediriger au centre de santé le plus proche; utiliser les moustiquaires imprégnées d'insecticide par les membres de toute la famille pour dormir; et se faire vacciner auprès des services de l'hygiène aux frontières avant de se rendre en Angola, pays actuellement très touché par l'épidémie.

CPI : 18 ans d'emprisonnement contre Jean-Pierre Bemba

Hier, 21 juin 2016, la Chambre de première instance III de la Cour pénale internationale a condamné Jean-Pierre Bemba Gombo à 18 ans d'emprisonnement. La Chambre a jugé que les crimes de meurtre, de viol et de pillage étaient d'une grande gravité.

Elle a conclu que deux circonstances aggravantes s'appliquaient au crime de viol, en ce qu'il avait été commis, premièrement contre des victimes particulièrement vulnérables et deuxièmement, avec une cruauté particulière. De plus, elle a conclu qu'une circonstance aggravante s'appliquait au crime de pillage. En outre, elle a conclu que le comportement coupable de l'accusé était d'une grande gravité. Enfin, elle est convaincue qu'aucune circonstance atténuante ne s'applique en l'espèce.

La totalité du temps que l'accusé a passé en détention sera déduite de la peine à purger. L'accusation et la défense peuvent interjeter appel de la peine au motif d'une disproportion entre celle-ci et les crimes.

Pour rappel, le 21 mars dernier, M. Bemba avait été reconnu coupable au-delà de toute doute raisonnable, de deux chefs de crimes contre l'humanité et de trois chefs de crimes de guerre. Ces crimes avait été commis en République centrafricaine en 2002 et 2003 par un contingent du Mouvement de Libération du Congo, et sur lequel M. Bemba, en sa qualité de chef militaire, exerçait une autorité et un contrôle effectif.

UNICEF :

Réponse à la question posée lors de la conférence de presse du 15 juin 2016.

Q/ A Kinshasa, il y a de plus en plus d'enfants dits de la rue. Avant d'aller dans l'est, ici aussi il y a des enfants dits de la rue. Quelle est politique d'encadrement vous avez pour ces enfants pour l'année prochaine ?

Contacts :
MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique :bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76
Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873
Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org: tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706
Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org- tél +243 997 06 88 04

L'une des missions de l'UNICEF est de renforcer le système de protection étatique chargé du suivi des enfants vulnérables, y compris donc ceux de la rue. Les activités de l'UNICEF sont mises en œuvre en partenariat étroit avec les partenaires gouvernementaux et inter-gouvernementaux et la société civile locale et internationale.

Selon le Réseau des éducateurs des enfants et jeunes de la Rue (REEJER), on estime à environ 20 000 le nombre d'enfants de la rue actuellement à Kinshasa, un nombre qui a augmenté depuis 2006 notamment en raison de la précarité de la vie familiale mais également des accusations de sorcellerie.

L'UNICEF souligne l'importance de la recherche de moyens efficaces de prévention du phénomène, au lieu de répondre uniquement au moment où les enfants se trouvent déjà dans la rue. Une prévention qui passe par le soutien aux réformes des lois et politiques relatives à la famille et à l'enfant, un plaidoyer pour l'augmentation des lignes budgétaires allouées aux secteurs sociaux de base, le renforcement des capacités des assistants sociaux en charge du suivi de cas individuel d'enfants vulnérables, le soutien aux communautés protectrices et aux services de prise en charge des enfants

Ainsi, entre janvier 2013 et décembre 2015 à Kinshasa, un peu plus de 9.000 enfants dont 30 % de filles ont été maintenus dans leurs milieux familiaux grâce aux fonds de l'UNICEF qui ont permis de soutenir plus de 3.000 familles vulnérables grâce à des activités génératrices de revenus, en cash transfert ainsi qu'en accompagnement par des assistants sociaux et autres volontaires communautaires.

Quant à la prise en charge des enfants déjà dans la rue, un système de référencement est organisé avec la mise en place d'un solide système d'alerte précoce. Celui-ci identifie les abus contre les enfants et organise, pour chaque cas, une réponse en collaboration avec les assistants sociaux communaux.

Ainsi, en 2015, 4.970 enfants de la rue, dont 1.112 filles, ont été référés et hébergés dans les structures du REEJER. Parmi eux, 506 enfants dont 261 filles ont été réunifiés avec leurs familles et 250 dont 97 filles ont été placés en familles d'accueil transitoire.

Plusieurs défis sont à relever pour réduire de manière durable le phénomène des enfants dits de la rue. Ceci comprend notamment l'absence d'une politique nationale de protection de l'enfance.

L'UNICEF est prête à continuer à collaborer avec le gouvernement congolais pour mieux faire face à ce phénomène, ensemble avec tous les partenaires qui sont actifs dans le domaine de la protection de l'enfance.

Contacts :
MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique :bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76
Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873
Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org: tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706
Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org- tél +243 997 06 88 04

Situation militaire

(Par le Lieutenant-colonel AMOUZOUN CODJO MARTIN, Porte-parole militaire)

Selon les rapports liés à la situation sécuritaire ayant prévalu durant la semaine écoulée **dans la ville-province de Kinshasa**, et **dans les autres provinces situées dans l'Ouest de la République Démocratique du Congo**, un calme réel a été observé dans cette partie du pays.

Dans les provinces de Haut et de Bas-Uélé, l'activisme des éléments des groupes armés, notamment l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA), continue d'être rapporté, particulièrement dans la localité de Ngilima.

Les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC), poursuivent avec le soutien de la Force de la MONUSCO, leurs opérations militaires contre les rebelles de ces groupes armés, dans le but de mettre un terme à leurs exactions et à protéger efficacement les populations civiles.

Dans la province de Haut-Uélé, l'activisme des éléments de la LRA continue d'être rapporté dans la région de Ngilima.

Le 10 juin 2016, un groupe d'éléments de la LRA a attaqué un petit village situé à 7 kilomètres à l'Ouest de la localité de Ngilima, à 45 kilomètres au Nord-ouest de Dungu-centre, dans le territoire de Dungu, pillé des biens alimentaires et non-alimentaires, kidnappé huit (08) individus (deux (02) femmes, deux (02) filles et quatre (04) garçons), et utilisé ces derniers comme porteurs des biens pillés.

Le 15 juin 2016, onze (11) éléments armés supposés appartenir à la LRA, ont pillé des vêtements et de l'argent, au cours d'embuscade tendue à un motocycliste en déplacement sur l'axe Dungu-Faradje, dans la région située à 90 kilomètres à l'Ouest de Dungu.

Le même jour, des éléments de la LRA ont fait incursion dans la localité de Makembe, située à 10 kilomètres au Nord-ouest de Ngilima, sur l'axe Ngilima-Bangadi, pillé cinq (05) maisons, avant de se retirer en direction du Nord-est, vers la localité d'Anduala.

Des unités des FARDC basées à Ngilima, ont lancé des patrouilles intensives dans la région affectée, dans le but de traquer les assaillants et de rassurer les populations riveraines.

A la même date, des éléments supposés appartenir à la LRA, ont attaqué des civils et pillé des maisons dans la localité de Ligongolo, située à 45 kilomètres au Nord-ouest de Dungu-centre.

Cet incident a provoqué le déplacement de populations civiles.

Le 18 juin 2016, des éléments de la LRA ont fait incursion dans la localité de Matubando, située à 5 kilomètres à l'Ouest de Ngilima, pillé plusieurs maisons et kidnappé quelques civils, qui ont été utilisés comme porteurs des biens pillés.

Contacts :
MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique :bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76
Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873
Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org: tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706
Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org- tél +243 997 06 88 04

Le 19 juin 2016, des éléments de la LRA ont tendu une embuscade à deux (02) chasseurs dans la région de Kpatanabu, située à 40 kilomètres au Sud-est de Bangadi, et tué l'un d'entre eux.

Par ailleurs, des éléments résiduels du groupe Mayi-Mayi Simba, continuent également de menacer la sécurité des populations civiles dans cette partie du pays, par des incursions fréquentes dans la localité de Selesele, située dans le territoire de Wamba, à 28 kilomètres au Nord de Wamba-centre.

Les membres du Comité Sécuritaire de Dungu, ont recommandé à l'Etat-major des FARDC du secteur opérationnel d'Uélé, de prendre toutes les mesures idoines afin d'améliorer la situation sécuritaire dans les régions concernées, particulièrement le long de l'axe Ngilima-Bangadi, où des éléments de la LRA tendent régulièrement des embuscades contre les Forces de Défense ainsi que les populations congolaises basées dans la zone.

Toutefois, des patrouilles vigoureuses nocturnes menées pendant la période sous examen par la Police onusienne, conjointement avec la Police Nationale Congolaise (PNC) dans la région de Dungu-centre, ont contribué à réduire sensiblement le taux de criminalité dans la zone précitée.

Dans la province de Bas-Uélé, des exactions perpétrées par des éléments de la LRA, notamment les kidnappings, ont été rapportées pendant la période sous examen.

La partie orientale du territoire d'Ango, frontalière à celui de Dungu, est affectée par l'activisme d'un groupe d'éléments de la LRA, mobiles et agressifs, provoquant une panique constante aux différentes communautés vivant dans cette zone.

Le 14 juin 2016, des éléments supposés appartenir à la LRA ont kidnappé sept (07) civils dans la localité de Makolombo, située à 12 kilomètres au Nord-ouest de Guane.

Des unités d'intervention rapide des FARDC ont lancé la traque de ces rebelles le 15 juin 2016, dans le but de secourir les victimes.

Le même jour, huit (08) éléments de la LRA ont attaqué la localité de Wawu, située à 70 kilomètres au Nord-ouest de Banda, dans le territoire d'Ango, et kidnappé deux (02) civils.

Des troupes d'intervention rapide des FARDC ont riposté, engagé les assaillants et facilité la libération des victimes dans la région située à 20 kilomètres de la localité de Bamangana, à 20 kilomètres au Sud de Wawu.

Le 16 juin 2016, quinze (15) éléments de la LRA armés d'AK-47, ont attaqué la localité de Gbangawiso, située à 4 kilomètres au Sud-est de Bamangana, kidnappé trois (03) civils et pillé quelques maisons, avant de se retirer en direction du Sud, vers la rivière Gurba.

En Ituri, l'armée congolaise soutenue par la Force de la MONUSCO, continue avec détermination de traquer les éléments réfractaires du Front de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI), afin de mettre un terme aux exactions perpétrées contre les populations civiles vivant dans les localités situées au Sud du territoire d'Irumu.

Contacts :
MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique :bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76
Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873
Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org: tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706
Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org- tél +243 997 06 88 04

En effet, le 14 juin 2016, quinze (15) femmes en déplacement vers le marché de Kengelo (3 kilomètres au Nord d'Aveba), sont tombées dans une embuscade tendue par des éléments du FRPI, qui ont pillé leurs biens.

Le même jour, les populations civiles de la localité de Mbise (14 kilomètres au Nord-ouest d'Aveba), ont également été pillées par des éléments du même groupe armé.

Le 15 juin 2016, des maisons ont été pillées par des éléments du FRPI dans les localités d'Aveba et de Supaka, situées respectivement à 75 et 21 kilomètres au Sud de Bunia et au Sud-est de Bogoro.

Des troupes d'intervention rapide des FARDC ont été promptement projetées sur les lieux, et tué deux (02) éléments du groupe armé précité.

Le 15 juin 2016, des troupes d'intervention rapide de l'armée congolaise ont engagé des éléments du FRPI au cours d'une tentative de pillage menée dans la localité de Surkpa, située à 6 kilomètres au Nord de Soke, tué un (01) assaillant et récupéré une (01) arme AK-47.

Le 18 juin 2016, des éléments supposés appartenir au FRPI ont attaqué la localité de Maga, située à 10 kilomètres au Sud-ouest d'Aveba, et blessé grièvement le chef de cette entité.

Il a été transféré à Aveba pour des soins appropriés.

Le 19 juin 2016, les éléments du FRPI ont pillé la localité de Ngongi, située à 6 kilomètres au Sud d'Aveba. Un (01) civil a été blessé au cours de cet incident, et évacué vers l'hôpital d'Aveba.

Au Nord-Kivu, la situation sécuritaire demeure tendue, volatile et imprévisible dans les territoires de Beni, ainsi que dans les localités située au Sud du territoire de Lubero.

Dans le territoire de Beni, la situation sécuritaire est généralement calme, mais demeure volatile.

L'armée congolaise poursuit avec le soutien de la Force de la MONUSCO dans le cadre de **« Sukola 1 »**, l'opération dénommée **« Usalama » (Sécurité)**, destinée à combattre les éléments réfractaires de l'Alliance des Forces Démocratiques (ADF), actifs dans la région dite de « Triangle », située au Nord-est de Beni-centre, et auteurs de nouvelles attaques contre les troupes loyalistes.

En effet, dans la nuit du 15 au 16 juin 2016, des éléments supposés appartenir à l'ADF ont attaqué des positions des FARDC situées sur l'axe Mabanga-Makembi, à approximativement 10 kilomètres à l'Est d'Eringeti, et blessé un (01) soldat.

D'autres éléments supposés appartenir à l'ADF armés d'AK-47 et des mitrailleuses, ont attaqué des positions des FARDC situées dans la localité de Kimbau, région de "Parking", à 7 kilomètres au Sud-est de MayiMoya.

Les troupes des FARDC ont riposté, repoussé les assaillants, tué sept (07) rebelles et récupéré cinq (05) armes AK-47.

Contacts :
MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique :bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76
Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873
Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org: tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706
Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org- tél +243 997 06 88 04

Au Sud du territoire de Lubero, la situation sécuritaire est demeurée tendue dans les localités de Buleusa, située à approximativement 30 kilomètres au Sud de Miriki, et de Rusamambo, et ce, après l'incendie des camps abritant des déplacés Hutu provoqué par des ressortissants "Kobo", dans lesquels la présence de cinq (05) éléments des FDLR aurait été suspectée.

Ces incidents ont provoqué le déplacement d'un nombre important de ressortissants Hutu présents dans les camps des déplacés ciblés, pour lesquels deux cents (200) huttes ont été incendiées, et qui se sont réfugiés dans le camp des FARDC basé dans la région, sans aliments ni abris.

Le 15 juin 2016, une délégation conduite par le Vice-gouverneur de la province, et composée notamment du chef du groupement "Kobo", est arrivée à Buleusa, dans le but d'interagir avec les différents interlocuteurs, d'apaiser les tensions entre les communautés et de trouver des solutions durables au conflit.

Cependant la situation sécuritaire est toujours restée tendue après cette visite de travail.

Ainsi, le 16 juin 2016, la Brigade d'Intervention de la Force de la MONUSCO déjà présente dans la région, a déployé avec les FARDC, des troupes supplémentaires à Buleusa.

Un (01) hélicoptère d'attaque de la Force de la MONUSCO a également été déployé au-dessus de cette région, dans le but de renforcer le dispositif militaire en présence.

Ces troupes de la MONUSCO, ont également transporté des denrées alimentaires à distribuer aux déplacés.

Toujours ce même jeudi, des miliciens Mayi-Mayi venus de Lusamanbo et Bukumbirwa ont attaqué un convoi de la MONUSCO qui allait ravitailler des déplacés internes, refugiés auprès des Forces Armées de la République Démocratique du Congo. Les troupes des FARDC et de la MONUSCO qui escortaient ledit convoi ont riposté. Le bilan provisoire fait état de six (06) miliciens tués, douze (12) blessés, quatre (04) capturés et de l'armement saisi.

La MONUSCO est également parvenue à distribuer ce même jour, environ 4, 7 tonnes de denrées alimentaires aux déplacés à Buleusa.

A ce jour, la situation sécuritaire demeure tendue mais calme à Buleusa. La Force de la MONUSCO mène régulièrement des patrouilles vigoureuses à pieds et motorisées, aux environs du camp, ainsi que dans le village.

La situation sécuritaire dans la province a également été marquée par des opérations menées par les FARDC, avec le soutien de la Force de la MONUSCO, contre les autres groupes armés.
A cet effet, dans le territoire de Walikale, le 11 juin 2016, des troupes des FARDC ont mené des opérations contre les éléments du groupe Mayi-Mayi Cheka Nduma Défense du Congo (NDC) dans les localités de Kailenge et Kibua, situées respectivement à 42 et 85 kilomètres au Nord-est de Walikale-centre, tué huit (08) insurgés et récupéré huit (08) armes.

Contacts :
MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique :bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76
Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873
Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org: tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706
Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org- tél +243 997 06 88 04

Le 14 juin 2016, des troupes des FARDC ont engagé et délogé des éléments du groupe Mayi-Mayi Kifuafua dans la localité de Lukaraba, située à 70 kilomètres à l'Est de Walikale-centre. Deux (02) insurgés ont été blessés au cours de ces accrochages.

Dans le territoire de Rutshuru, la Force de la MONUSCO a dans le cadre de soutien aux opérations contre les Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR), engagé des positions militaires appartenant à ce groupe armé, basées à approximativement 7 kilomètres à l'Ouest de Nyanzale.

La Force de la MONUSCO a immédiatement déployé des troupes au sol, qui ont engagé des éléments des FDLR sur le terrain et capturé l'un d'entre eux légèrement blessé. Celui-ci a été transféré à Goma pour des soins appropriés.

Dans le territoire de Masisi, le 20 juin 2016, la Police onusienne a livré l'information selon laquelle les troupes des FARDC ont engagé des éléments du groupe Mayi-Mayi NDC-Guidon ayant occupé leur position basée dans la région de Malemo, située à 36 kilomètres à l'Ouest de Kitshanga, dans la localité de Kalembe, et récupéré cette base sans résistance.

Au chapitre des redditions dans la province, du 15 juin 2016 à ce jour, un (01) élément de groupe armé, s'est rendu aux troupes de la Force onusienne déployées dans la province.

Il s'agit de : **un (01) du groupe Mayi-Mayi**, faction **"Charles"**.

Au Sud-Kivu, les Forces congolaise et onusienne combattent l'activisme des groupes armés et maintiennent sous leur contrôle l'environnement sécuritaire.

Au Tanganyika, la situation sécuritaire demeure relativement calme.
Enfin, la Force de la MONUSCO a mené **1282** patrouilles armées, dont **429** nocturnes, et fourni **83** escortes pendant la période sous examen.

Contacts :
MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique :bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76
Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873
Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org: tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706
Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org- tél +243 997 06 88 04